SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 6 AVRIL 1922

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi autorisant le Gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un emprunt à lots au capital nominal d'un milliard de francs, à émettre par la Fédération des coopératives pour dommages de guerre.

(Voir les nos 132 et 160 et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séance du 5 avril 1922.)

Présents : MM. DE BAST, vice-président ; DUCASTEL, FRANÇOIS, HUISMAN VAN DEN NEST, SEELIGER, SERRUYS, VAN CAUWENBERGH, VANDE MOORTELE, VAN OVERBERGH et le baron DE MÉVIUS, rapporteur.

MESSIEURS,

La Fédération des coopératives pour dommages de guerre, autorisée par la loi du 2 janvier 1921 à émettre un emprunt à lots au capital nominal d'un milliard de francs, a dès à présent affecté à la réparation des dommages causés par la guerre, une forte partie du produit de cet emprunt.

L'Exposé des motifs vous donne, au sujet de l'œuvre déjà accomplie par la Fédération, des chiffres qui établissent à suffisance combien efficace est son activité ; au 15 février dernier, elle avait traité plus de 78,500 affaires portant sur près de 934 millions de francs ; 568 millions étaient à prélever sur le produit de son premier emprunt.

A la même date, le disponible de ce produit n'était plus que de 244 millions.

Or, son champ d'action vient encore d'être étendu, et le moment est venu de pourvoir aux nouveaux moyens financiers qui lui sont indispensables pour réaliser sa tâche : tel est l'objet du Projet de Loi qui vous est actuellement soumis et qui autorise la Fédération à émettre un deuxième emprunt d'un milliard de francs nominal.

Cet emprunt sera encore du type à lots, dont l'expérience a démontré l'attrait pour le public, et sera amortissable par tirages au sort en nonante ans. Des déclarations faites à la Chambre des Représentants par M. le Ministre des Finances, il ressort que si le Gouvernement se réserve

(2)

de fixer au moment opportun le prix d'émission de l'emprunt, ce prix s'établira aux environs du pair nominal, soit 250 francs par titre.

Dans ces conditions, bien que le taux d'intérêt nominal ait été porté à 5 p. c. au lieu de 4 p. c., les charges du nouvel emprunt resteront sensiblement les mêmes que pour le précédent: pour celui-ci, émis au prix de 200 francs par obligation de 250 francs nominal, l'intérêt de 4 p. c. sur ce capital correspondait en réalité au taux de 5 p. c. sur les sommes versées par les souscripteurs; de même, pour chacun des deux emprunts, la différence entre le prix versé par le souscripteur et le taux minimum de remboursement, est de 50 francs.

Même situation quant à l'exonération d'impôt cédulaire sur le coupon: rappelons que cette exonération ne porte, ni sur le montant des lots, ni sur la prime en cas de remboursement à 300 francs, et qu'elle ne vise pas la supertaxe.

Une amélioration à signaler: tout en conservant le même montant total par année, les lots sont divisés de manière à favoriser un plus grand nombre de porteurs.

Comme pour le précédent emprunt, la loi impose à la Fédération des coopératives l'obligation d'affecter le produit de l'émission au règlement des dommages de guerre, et d'en justifier par la production, au Ministre des Finances, du compte annuel de l'emploi de ces fonds; ce compte étant publié en annexe au Budget de la Dette publique, toutes garanties sont données au Parlement à cet égard.

La Commission estime dès lors de son devoir de proposer au Sénat l'adoption du projet de loi, tel qu'il lui a été transmis par la Chambre.

Le Rapporteur,
BARON DE MÉVIUS.

Le Président,
CAMILLE DE BAST.